

# L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi 4 juin 1976

No 503 1,50 F

B.P. 61 75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source

Commission paritaire No 57952

**Timor Oriental**

**PRETENTIONS INDONESIENNES**

Réunis fort discrètement à Dili, capitale du Timor-Est, quelque vingt-huit délégués fantoches de la prétendue «Assemblée populaire» mise en place par les forces armées de Suharto, ont voté le rattachement de Timor-Est à l'Indonésie.

Ainsi le régime dictatorial de Suharto affirme clairement son intention : annexer purement et simplement cette partie de l'île de Timor. Cela après avoir lancé ses troupes, tenté de l'occuper en décembre dernier, quelques jours à peine après que la République démocratique et populaire du Timor-Est ait été fondée (28 novembre) par le FRETILIN, seul représentant légitime du peuple timorais.

Mais quelle peut être la valeur d'un tel vote, sinon celle d'un chiffon de papier. D'autant qu'on se souvient que peu après l'invasion barbare des troupes de Suharto une résolution spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU (votée d'ailleurs par la France) l'avait condamné sans appel.

Suharto veut-il faire oublier au monde la lutte

courageuse et héroïque des patriotes timorais conduits par le FRETILIN ?

Pourtant, Suharto devrait savoir que ce ne sont pas les déclarations qui enterrent la volonté d'un peuple de vivre libre en toute indépendance et de décider de son avenir politique par lui-même.

La vérité, c'est que le FRETILIN a libéré la grande majorité du territoire, et que la lutte armée assaille les occupants jour et nuit, partout où ils se trouvent, et leur inflige de lourdes pertes en hommes et en matériel.

Suharto, par cette nouvelle initiative, vise à tâter le terrain diplomatique pour une annexion officielle.

L'isolement déjà important du régime indonésien tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, en suivant une telle voie ne pourra qu'aller en grandissant.

## LA MENACE SOVIETIQUE A L'ORDRE DU JOUR...

*Le considérable accroissement des préparatifs militaires des forces agressives du Pacte de Varsovie sous contrôle du social-impérialisme soviétique ne cesse d'inquiéter les divers milieux de l'opinion européenne. Plus la situation se développe et plus l'on s'aperçoit en effet que les accords d'Helsinki n'ont été qu'une duperie permettant aux expansionnistes soviétiques d'avoir les mains libres en Europe. Depuis Helsinki, les renforts de troupes, la modernisation des armées, l'audace des navires de guerre russes ont été poursuivis par la clique Brejnev. Car quand une superpuissance impérialiste aiguise son arsenal, ce n'est pas pour le ranger dans un musée mais bien pour s'en servir. Ouvrir les yeux devant cette réalité ou pratiquer comme l'autruche voilà une question importante pour l'avenir des peuples du monde.*

*Il n'y a d'ailleurs pas que dans le peuple que la question se pose comme en témoignent les divisions flagrantes qui animent les rangs de la bourgeoisie.*

Les déclarations faites mardi par Giscard d'Estaing et par Guy Méry, chef d'état major des forces armées françaises ainsi que les réactions hostiles qu'elles ont rencontrées chez certains gaullistes, chez les socialistes et chez les révisionnistes sont là pour en témoigner.

Devant les officiers supérieurs rassemblés à l'école militaire, Giscard d'Estaing a insisté sur l'importance de la défense conventionnelle par rapport à la dissuasion nucléaire.

Quant au général Méry, il vient d'annoncer dans un article de la «Revue de la défense nationale» que les forces françaises participeraient en cas d'agression contre l'Allemagne de l'Ouest à «un combat de l'avant». Ces déclarations confirment les orientations nouvelles de la politique militaire française plus adaptées à la situation.

En effet la ligne avancée par certains gaullistes, sans parler de celle de la clique Marchais agent du social-impérialisme russe en France, non seulement n'est pas viable dans le cadre d'une défense nationale mais de plus est liée à l'institution d'une armée de métier inefficace face à un agresseur étranger et spécialisée par contre dans la guerre civile.

Les questions qui se posent et qui divisent la bourgeoisie sont : compter sur la force de frappe principalement ou sur une armée conventionnelle de conscription ? Orienter la défense tous azimuts ou bien la tourner face au danger principal, le social-impérialisme russe ? Organiser une défense européenne

unie impliquant la défense conjointe des pays agressés ou bien maintenir la France hors d'un conflit tant qu'elle même n'est pas directement agressée ?

Il est intéressant de constater que face à ces alternatives le social-impérialisme russe et les révisionnistes français appuient systématiquement une voie contre une autre.

Récemment ils viennent même de se prononcer pour la force de frappe nucléaire, qu'ils ont si longtemps dénoncée ! Car la vérité c'est que face à une agression opérée à l'aide de forces conventionnelles et tout indique que le social-impérialisme prépare une telle agression (notamment parce que son objectif c'est le contrôle du potentiel industriel, technologique, humain de l'Europe de l'Ouest) face à une telle agression aucun homme politique ne pourrait prendre le risque d'une guerre nucléaire. En ce qui concerne l'orientation de la défense, les révisionnistes sont des partisans acharnés de la stratégie tous azimuts destinée à disperser l'attention et l'effort et à affaiblir la résistance à l'offensive préparée par Moscou : mieux, ils cherchent même à tourner la France contre l'Allemagne de l'Ouest.

Enfin et c'est ce qui déchaîne le traître Kanapa, (Suite page 3).

**RFA NID D'ESPIONS**

Mercredi soir était confirmé dans la capitale de la République fédérale, l'arrestation de trois espions pro-soviétiques.

Cette nouvelle affaire d'espionnage prend en RFA une ampleur extraordinaire dans la presse habituellement friande de ce type d'information «sensationnelle». Cela d'autant que ces jours-ci, on apprenait l'arrestation de Heinrich Bosc, directeur des relations extérieures du Parti démocrate chrétien pour espionnage au profit de la RDA (voir page 2).

Quant aux trois nouvelles arrestations il s'agit de hauts fonctionnaires civils attachés au ministère de la Marine. L'un d'entre eux aurait travaillé au service du ministère de la Marine où sont conservés les dossiers «ultra-secrets» de la RFA et même de l'OTAN.

Les forces armées, la Chancellerie et le ministère des Affaires étrangères sont, comme l'ont montré les affaires d'espionnage les plus récentes, les secteurs les plus en vue des forces liées au social-impérialisme soviétique.

L'espionnage à grande échelle tel qu'il se pratique par les Soviétiques en RFA «via» leurs pions est-allemands, bien que spectaculaire et bénéficiant de conditions favorables (une nation coupée en deux) doit cependant retenir toute notre attention et aiguïser notre vigilance. Ce que font les Soviétiques en RFA, soyons convaincus qu'ils le pratiquent dans les autres pays européens, France y compris.

L'espionnage n'est qu'un maillon dans la tactique de subversion dans les pays d'Europe de l'Ouest de la part de l'URSS et sert ses préparatifs militaires en prévision d'une agression.

**Liban La situation passée et présente p. 2**

**Une réalité : l'URSS accélère la course aux préparatifs de guerre**

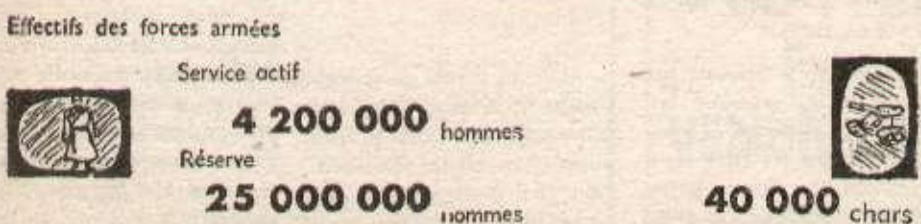
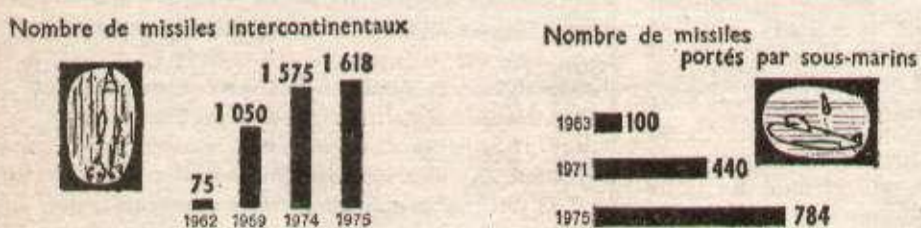
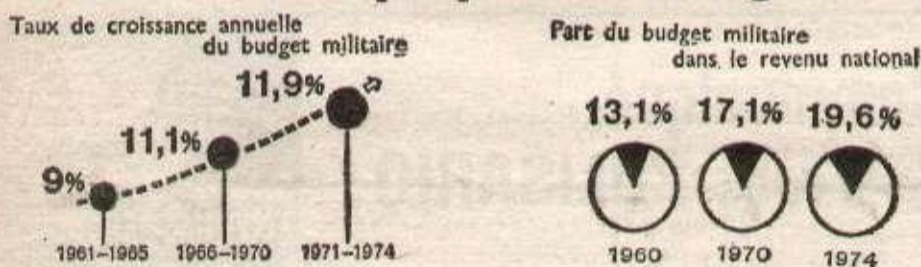


Tableau tiré de Pékin Information No 5 (1976).

### L'enjeu libanais (1)

# Regard sur le passé

Depuis bientôt 14 mois, le Liban est ravagé par une guerre civile particulièrement meurtrière puisqu'elle a déjà fait plus de 25 000 morts sur quelque 3 millions d'habitants. Pourquoi ce conflit ? Guerre de religion, répondent les uns. Guerre de classe, affirment les autres. En fait la situation au Liban est autre, à la fois plus simple et plus complexe. Ce petit pays de 10 000 km<sup>2</sup> grand comme un département français, est en effet un condensé de l'ensemble des contradictions qui secouent le Proche-Orient, dominées par la rivalité acharnée qui oppose les deux superpuissances américaine et soviétique, dans cette région du monde qui commande le flanc sud de l'Europe.

Un regard sur une carte est éloquent. Le Liban se trouve au Nord de la Palestine occupée par les autorités sionistes, entouré au nord et à l'est par la Syrie. Pays tout en longueur, il a une importante façade sur la Méditerranée.

pénétration de trois grandes puissances coloniales : française, anglaise et russe.

## DIVISER POUR RÉGNER

Les Français s'appuyaient principalement sur la minorité catholique, particulièrement les maronites, ouvrant chez eux des écoles, s'en servant comme base d'appui au Liban.

les ottomans.

En 1860 déjà, du fait de cette pénétration impérialiste, une guerre civile éclatait au Liban, faisant 10 000 à 15 000 morts.

A la suite de la première guerre mondiale, une révolte dirigée par un prince hachémite tenta de secouer cette tutelle. Les grandes puissances du moment, notamment la France et la Grande-Bretagne, se partagent la région, divisent la Syrie et le Liban attribués à la France, et l'Irak attribué à l'Angleterre. Ce plan s'exécute en violation des promesses faites aux alliés arabes qui se battaient pour forger un seul état arabe dans la région.

Le « grand Liban » — long de 200 km, large de 60 — est fondé en 1920 par le général français Moreau dit

sée en mosaïque d'états

artificiellement créés. Cette division a été délibérément voulue par l'impérialisme pour affaiblir la lutte des peuples contre leur domination.

Elle s'est reproduite à l'intérieur même des états nouvellement créés, la France par exemple, qui a dicté l'accord national qui sert de charte à la constitution actuelle du Liban, y a fait entériner institutionnellement les privilèges exorbitants qu'elle avait traditionnellement accordés aux maronites. Ce qui ne veut pas dire pour autant que tous les maronites soient des privilégiés par rapport aux autres, ou des partisans de l'impérialisme. Il en existe des riches et des pauvres, des patriotes aussi, tout comme chez les musulmans.

Mais l'intervention des puissances étrangères au Liban s'est toujours greffée sur le fait religieux qu'elles ont elles-mêmes contribué à exacerber. Les maronites qui sont pourtant des arabes à 100 % ont donc été traditionnellement toujours plus tournés vers l'occident pour garder les privilèges que celui-ci leur avait octroyé. Cette situation s'est prolongée au-delà de l'indépendance du pays officiellement proclamée en 1944. Elle s'est ancrée dans les institutions politiques qui consacraient ce rapport de force.

Comme on le voit, l'intervention de l'impérialisme au Proche-Orient et particulièrement au Liban ne date pas d'aujourd'hui. Il s'est toujours appuyé sur les facteurs internes au pays pour asseoir sa domination. Ce qui a changé sont les forces dominantes de l'impérialisme : les deux superpuissances, URSS et USA dont l'intervention ouverte ou cachée, est la cause fondamentale de la situation qui prévaut aujourd'hui au Liban.

(A suivre).

### Pékin

## Visite d'une délégation gouvernementale des Comores

Une délégation gouvernementale de l'archipel des Comores effectue ces jours-ci une visite amicale en République populaire de Chine.

Au cours d'un chaleureux banquet de bienvenue, le ministre chinois du Commerce extérieur Li Kiang a fait un vibrant éloge du gouvernement et du peuple comorien qui ont continué, après l'indépendance nationale, à lutter sans défaillance pour sauvegarder l'unité nationale et l'intégrité territoriale.

« Dans les affaires internationales », a-t-il précisé, « le gouvernement comorien a appliqué une politique positive de non-alignement, défendu la solidarité africaine, soutenu la lutte de libération nationale des peuples africains, combattu l'impérialisme et le colonialisme, lutté contre la dispute à laquelle se sont livrées les superpuissances dans l'océan Indien en vue de l'hégémonie, et préconisé que l'océan Indien soit une zone de paix. Nous exprimons notre soutien résolu à cet égard. »

De son côté, le ministre comorien a indiqué la ferme résolution des Comores de lutter « contre toutes les tendances actuelles ou potentielles dont le but est de créer la tension permanente, le déséquilibre et l'instabilité dans l'océan Indien ».

## RFA, nid d'espions

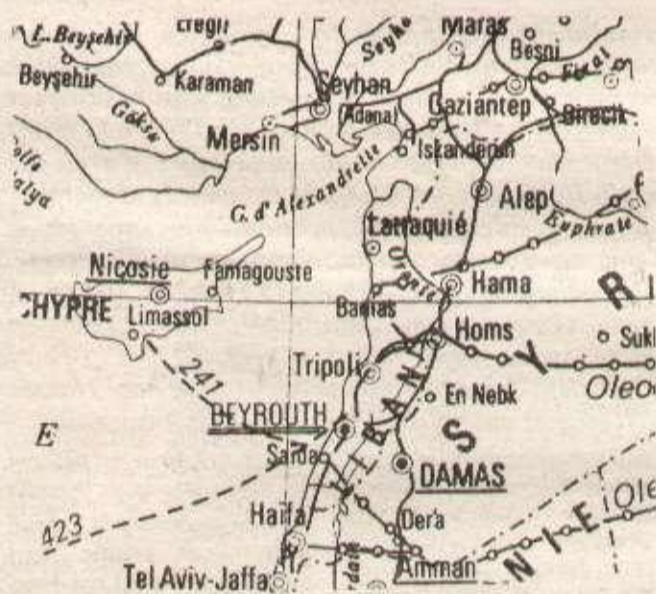
Un nouveau cas d'espionnage découvert récemment, continue d'occuper la une de toute la presse allemande ces jours-ci. Il s'agirait du cas le plus grave depuis l'affaire Guillaume (qui fut à l'origine du retrait de Brandt de la scène politique).

Heinrich Bosc, ancien ambassadeur de la RFA a été arrêté et suspendu de ses fonctions de directeur du bureau des relations extérieures de la CDU (parti démocrate chrétien) et de vice-secrétaire général de l'Union des chrétiens démocrates d'Europe.

Helga Berger, ancienne employée de Bosc, secrétaire au secrétariat des Affaires extérieures a également été arrêtée et inculpée d'espionnage. Elle aurait livré depuis 10 ans des informations secrètes à l'Allemagne de l'Est dont les services d'espionnage hyper-développés ont une nouvelle fois sur la sellette. Derrière eux il n'est pas difficile de discerner l'ombre du KGB qui serait peut-être même intervenu directement dans cette affaire.

Bosc, grâce à ses contacts avec la direction du parti démocrate chrétien et de sa fraction au Parlement, devait être une intéressante source d'information pour Berlin-Est. Il passait pour un partisan convaincu de la CDU. Il était également mêlé aux démarches que ce parti a entreprises ces derniers temps en Espagne et au Portugal dans le but d'aider à la construction de partis chrétiens démocrates dans ces deux pays.

Dans le même temps, le chef du service exploitation des services de renseignements ouest-allemands a également été suspendu de ses fonctions.



Les Anglais jouaient le même jeu avec les druzes tandis que les Russes s'appuyaient essentiellement sur « le manchot » après avoir vaincu les armées arabes à Damas. Toute la région est divi-

### Belgique

## L'approvisionnement en carburant de l'armée entre entre les mains des Russes

«Clarté et l'Exploité», organe central du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique, vient de publier dans son No 139 une inquiétante révélation :

« Il faut savoir, affirme l'hebdomadaire, que les chars léopard et les camions lourds des forces armées belges stationnées en République fédérale allemande roulent avec du carburant soviétique. Le carburant provient de Lituanie et est fourni par la société Nafta B dont le siège est à Anvers. Mais Nafta B n'est une société belge que de nom ; en fait il s'agit d'un groupe soviétique... La quasi totalité du capital de la société est détenue par quatre sociétés soviétiques d'État : Sojuzneftexport-So-

juzpromexport, Autoexport et Sojuzchimexport... »

Nafta B est aujourd'hui la 2e société pétrolière belge. Elle se classe loin avant les sociétés pétrolières américaines, anglaises ou autres.

Et «Clarté» ajoute : « Oui, camarades, méditez bien cela. Le premier trust pétrolier étranger en Belgique n'est pas américain ni britannique ! Il est russe ! Il faut le savoir. C'est Nafta B ! »

L'armée belge est donc actuellement un gros client de Nafta B, sinon son principal client, et cela donne au social-impérialisme russe la possibilité de priver l'armée belge de carburant

dans un délai extrêmement bref !

C'est là une situation inadmissible et qu'il faut dénoncer. VDB\* qui fait le matamore en matière d'indépendance nationale commet l'ignominie de rendre l'armée belge dépendante des hitlériens de Moscou pour son approvisionnement en carburant !...

«Clarté et l'Exploité» dénonce cette scandaleuse atteinte à l'indépendance nationale en ces termes : « VDB qui dit ne pas vouloir manger dans la main des Américains est-il décidé à manger dans la main sanglante des bandits du Kremlin ? »

\* Venden Boeynants, ministre belge de la Défense.

## Communiqué du Front POLISARIO



Le jour du 29 mai, une mine a explosé dans un camion marocain, dans le sud du Maroc : trois soldats ennemis ont été tués.

Le 28 mai des guérilleros ont attaqué un poste marocain : six ennemis ont été tués, trois camions ont été détruits et deux autres ont été capturés.

Le 28 mai à Smarha les guérilleros ont attaqué les positions marocaines et trois marocains ont été tués, sept autres ont été blessés, deux camions détruits. Dans le même jour un autre groupe de guérilleros a attaqué les positions des forces ar-

mées royales à Nseid et sa région : quatre soldats marocains ont été tués et dix autres blessés, et quinze camions détruits. Durant cette action la population de Nseid a exprimé la pleine solidarité à la lutte du peuple sahraoui et cela en hissant le drapeau du Front POLISARIO.

Mais les forces de répression marocaines ont réagi impitoyablement contre les populations civiles : un marocain civil a été tué et sept autres blessés.

Sur le front nord, une jeep a explosé puis a pris feu près

de Smarha ; tous ses occupants ont été tués.

Sur le front sud, vers la frontière mauritanienne, les guérilleros ont attaqué le 28 mai une unité mauritanienne à l'Est de Zouairat après un combat qui a duré quelques heures les attaquants se sont retirés après avoir abattu vingt soldats d'occupation et détruit deux camions. A Birnoghien une unité mauritanienne est tombée dans une embuscade : vingt soldats ennemis tués et 30 blessés, ainsi que quatre véhicules détruits et 3 pris en bon état.

« Avec le fusil, nous arracherons la liberté ».

## nouvelles intérieures

# APPEL CONTRE LA REPRESSION

Depuis plusieurs mois l'État multiplie les emprisonnements de militants syndicalistes ou politiques : c'est le cas du Corse E. Siméoni, du viticulteur Albert Teisseyre, des soldats en décembre dernier, et aujourd'hui de militants marxistes-léninistes de Lorient dont Romain Le Gal. Il accentue les mesures de répression contre les militants ouvriers syndicalistes et contre les étudiants, il expulse des travailleurs immigrés pakistans et des Sonacotra, il interdit le FRAP...

Ces emprisonnements, ces mesures répressives, ces expulsions sont une attaque menée contre les luttes populaires qui bouillonnent aujourd'hui dans 200 usines occupées, dans le Midi viticole et en Corse, dans le monde étudiant et lycéen.

Par ces mesures de répression, c'est l'ensemble du mouvement populaire que le gouvernement veut casser.

Déjà un courant de lutte contre la répression se dessine, déjà des comités de soutien pour la libération de tel ou tel détenu politique se sont créés ici et là. Tout cela peut et doit converger dans un grand mouvement d'ensemble à l'offensive au cœur des luttes ouvrières et populaires.

- Pour la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux
- Pour la levée de toutes les inculpations
- Pour la dissolution de la cour de sûreté de l'État
- Contre l'interdiction du FRAP et du PCMLF

Magniss Hamed Abdallah  
Robert Andrei, docteur en médecine  
Régis Bergeron, écrivain  
François Bourlier  
Myrtho Bruschi, avocate  
Jean Cardonnel, dominicain  
Revue Communisme  
Aimé Delrue, chimiste  
Denis Dammaretz  
René Duchet, écrivain  
André Frank  
Professeur François Grémy, biologiste  
des hôpitaux  
Bernard Hubert, docteur en médecine  
Patrick Kessel, écrivain  
Claude Lebrun, ouvrier métallurgiste  
Gérard Lenne  
Gérard Lester, critique de cinéma  
Suzanne Marty, professeur  
Professeur Minkovski  
André Oudiz  
Professeur Pierre Simon, biologiste  
des hôpitaux

Pierre Barrès, docteur en médecine  
Suzanne Bernard, écrivain  
Christian Bruschi, assistant de faculté  
Monique Cais  
Agence Agave, faculté de Vincennes  
Collectif Cinélutte  
Christian Déroutesné, professeur agrégé  
de médecine  
André Druésne, ouvrier métallurgiste  
Roger Feltz, docteur en médecine  
Goa Alloro  
Guy Hennebelle, critique de cinéma  
Jacques Jurquet, directeur de l'Humanité  
rouge  
Jacques Lepage, critique d'art  
Les Cahiers du cinéma  
Professeur Milliez  
Francis Mury, Librairie Floréal  
Groupe Rosta, artistes et musiciens  
Siné, caricaturiste  
Bertrand Tavernier, cinéaste  
Groupe cinéma Vincennes

D'autres signatures peuvent être adressées à :  
« L'Humanité rouge » — Boîte postale 61 — 75861 Paris cedex 18.

**Contre la répression, pour la libération  
de Romain Le Gal et de tous les prisonniers politiques  
26 JUIN : MANIFESTATION  
NATIONALE A PARIS**

## MENACES SOVIÉTIQUES... suite de la page une.

agent bien connu du social-impérialisme russe, les révisionnistes ne veulent absolument pas entendre parler d'une défense européenne. Ils ne disent pas un mot sur la dépendance des pays du Pacte de Varsovie par rapport à Moscou, ils ne s'indignent pas du tout de l'intégration militaire des pays de l'Est dans la politique agressive de l'URSS, ils trouvent normal que le Pacte de Varsovie occupe la Tchécoslovaquie mais les voilà qui hurlent à la mort lorsque des pays européens veulent s'unir pour se défendre sans compter principalement sur le parapluie nu-

cléaire (percé) des États-Unis, comme c'était le cas voici dix ans. En fait ce dont rêve le social-impérialisme russe c'est d'une Europe de l'Ouest divisée et coupée des États-Unis qu'il pourrait avaler bouchée par bouchée, comme le fit Hitler qui s'attaqua d'abord à l'Autriche, puis à la Tchécoslovaquie, puis à la Pologne.

Les déclarations de Giscard d'Estaing et de Guy Méry vont donc dans le sens de la résistance au social-impérialisme russe, nouvelle puissance hitlérienne du continent.

Cependant l'expérience

historique nous a appris que l'on ne peut compter sur la bourgeoisie pour défendre avec conséquence l'indépendance nationale. Les actes sont souvent loin des paroles. C'est pourquoi, pour nous marxistes-léninistes dont l'objectif fondamental est d'instaurer en France le socialisme garanti par la dictature du prolétariat, les masses populaires doivent compter fondamentalement sur leurs propres forces et recourir en cas d'agression et de guerre soviéto-américaine, à la guerre populaire révolutionnaire dans l'union étroite des peuples d'Europe.

Henri Jour.

## 37e Congrès CFDT

# Quelle politique au poste de commande?

Tout le monde s'accorde pour dire que le Congrès confédéral de la CFDT à Annecy a été un congrès politique. De politique en effet il en fut beaucoup question. Nous avons déjà montré antérieurement comment dans ce congrès la discussion sur la voie à suivre pour passer au socialisme fut soigneusement évitée ; comment, en orientant les délégués dans un débat, le plus souvent confus et coupé de la pratique sur le comportement futur de la CFDT au cas où les partis bourgeois de « gauche » arriveraient au gouvernement, le bureau national faisait entériner de fait l'orientation actuelle de soutien aux grandes manœuvres électorales du PCF et du PS. Jusqu'au briquet vendu comme gadget-souvenir et assurant les délégués de l'arrivée de la « gauche » au pouvoir en 78. Ce fut réellement un congrès politique.

Mais de quelle politique était-il question ?

Tout observateur attentif et honnête pourrait répondre qu'il y en eut au moins de deux sortes. Une, celle du bureau national, de nature bourgeoise, réduisant le passage au socialisme à l'addition d'une action gouvernementale des partis de l'« Union de la gauche » qui serait complémentaire d'une action de masse « autogestionnaire » (comme en 36 si Blum ne s'était effrayé, à tort, du mouvement gréviste, devait affirmer E. Maire !). L'autre, celle d'un certain nombre de délégués affirmant nettement que la stratégie du Programme commun qui laisse subsister le système capitaliste n'a rien à voir avec le socialisme, dans un amendement à la résolution générale qui fut soutenu par 28 % des mandats.

C'est dans le cours de la discussion sur la résolution-action, dans les dernières heures du congrès que cette lutte entre politique bourgeoise et politique prolétarienne allait resurgir à propos d'une question d'actualité très concrète : la crise actuelle et la coordination des luttes ouvrières. Un passage de la résolution-action, après une énumération de revendications, indiquait :

« — Leur satisfaction s'impose aussi pour assurer une reprise durable de l'activité économique.

— Permettant d'amorcer une nouvelle orientation du type de développement de nouveaux rapports internationaux fondés sur l'égalité et la coopération sont seuls capables de donner à la crise une issue positive dans le sens des intérêts des travailleurs et de la majorité du peuple, dans le sens de l'intérêt national et contre l'impérialisme. »

Un amendement déposé par plusieurs syndicats demandait la suppression pure et simple de ce paragraphe.

Le délégué défendant cet amendement dénonçait entre autres les illusions entretenues sur la relance par la satisfaction des revendications et le point de vue bourgeois qui consiste à subordonner les intérêts des travailleurs à la reprise des activités économiques.

Dans sa réponse au nom du bureau national, Michel Rolant levait un coin du voile sur l'analyse qu'il fait de la situation. Soulignant que la fuite des capitaux avait déjà commencé, il appelait les congressistes à la « réflexion », sur les dangers de l'aventurisme et le jusqu'aboutisme dans les luttes revendicatives qui ne manqueraient pas d'aggraver encore la crise du capitalisme ! C'est le bureau national lui-même qui soulignait ainsi la contradiction entre l'attitu-

de qui consiste à tout faire pour le succès des luttes classe contre classe et l'essor révolutionnaire du mouvement de masse, et celle des divers états-majors de collaboration de classe syndicaux et politiques qui n'ont en tête que la sauvegarde de l'économie capitaliste.

Cet amendement proposé au vote à main levée aurait été adopté si Michel Rolant, affolé, n'avait fait machine arrière et demandé un vote par mandat qui permit aux inconditionnels de la direction de regrouper une majorité contre.

La lutte entre ligne prolétarienne et ligne bourgeoise dans la CFDT est un reflet de la lutte de classes qui oppose de manière toujours plus vive la classe ouvrière et les masses populaires à la bourgeoisie.

## S'ils étaient au pouvoir

### Levallois-Perret

# QUAND LES GREVISTES ONT UN PATRON DE GAUCHE

La municipalité de Levallois-Perret est une mairie qui s'autoproclame d'« Union démocratique », elle est composée d'élus membres du PCF et du PS ; quand les employés municipaux font grève cela n'a pas l'air de faire plaisir à Monsieur le maire et sa clique, après tout ce sont des patrons. Le 13 mai dernier précisément les employés municipaux ont participé à la journée d'action de la fonction publique en faisant grève 24 h. ; mais ils n'ont pas assuré ce que le maire appelle une dérogation minimum, c'est-à-dire un service minimum. C'est pourquoi, en même temps que leur feuille de paye, ils ont reçu une lettre du maire disant entre autre :

« ... Or, le 13 mai dernier, vous avez décidé une grève sans aucune dérogation, ce qui a entraîné le non-fonctionnement d'un service d'urgence au Centre de santé, l'absence de repas aux personnes âgées et aux enfants des écoles, ainsi que l'absence d'une permanence dans les crèches pour aider les mamans qui n'ont aucune possibilité de garde. Nous craignons que ces décisions ne contribuent pas à accroître le soutien populaire à vos actions. »

Ainsi la basse démagogie, et l'argumentation bien bourgeoise, comme quoi les grèves cela gêne les vieux, les mamans et les enfants,

rien n'est épargné aux grévistes malgré la prudence et la « politesse » du ton employé. C'est une politesse lourde de menaces qu'utilisent couramment les exploités pour vous faire comprendre que la prochaine fois ils ne laisseront pas faire.

Les dirigeants du PCF révélaient bien ce qu'ils sont : « faire la grève, c'est bien, mais à deux conditions : 1/ que cela serve la propagande du Programme commun ; 2/ que cela ne gêne pas les patrons qui ont la carte du PCF ou qui sont favorables à l'« Union de la gauche ».

Eux au pouvoir, avec un secteur nationalisé plus étendu qu'ils contrôlèrent, ce serait, en plus de l'appareil d'État répressif (police, armée, justice) maintenu, un renforcement de la mise au pas des travailleurs au nom de l'intérêt général. La collaboration active des directions syndicales qu'ils contrôlent permettrait à ces bourgeois de « gauche » d'encadrer, de surveiller et au besoin de réprimer plus efficacement encore la classe ouvrière et le peuple. Dénoncer et combattre dès aujourd'hui, à l'aide de l'expérience de plus en plus grande des masses, ces aspirants gérants du capitalisme, c'est armer notre peuple dans son combat de classe contre la bourgeoisie pour la révolution prolétarienne.



## Péage de Roussillon (Isère) Contre les 515 licenciements de Rhône-Poulenc Textile

# LA LUTTE ET SES PERSPECTIVES (2)

Le 6 février, la direction décide de mettre en chômage partiel 86 femmes (« pour éviter des licenciements plus larges »). Elles refusent ce chantage, et viennent se présenter tous les jours en bloc, matin et après-midi.

En riposte, les travailleurs occupent l'usine (symboliquement) et retiennent pendant une dizaine d'heures le directeur de l'usine et le directeur général adjoint de RPT. C'est sous la pression de la CGT qu'ils sont libérés à 20 heures, la CFDT était partisane de les garder.

Depuis le 6 février, des débrayages répétés ont lieu et au bout de chaque mois ça fait 30 à 40 heures de grève.

L'intersyndicale de RPT du 6 avril a déterminé avec les éléments combattifs et les représentants syndicaux, le besoin de consulter le personnel en vue de grèves de 24 heures reconductibles pouvant aller jusqu'à l'occupation.

Un communiqué commun a été signé le 6 avril par tous les syndicats, y compris par la CGT. Le 9 avril, les sections CGT des 18 usines RPT reçoivent une lettre de la fédération textile CGT qui est en fait un blâme : « La décision adoptée le 6 avril est aventuriste ». Les responsables syndicaux CGT qui ont signé sont désavoués par la fédé-

ration CGT.

Il est dit dans cette lettre que la tactique de la CGT, c'est le harcèlement des patrons et du gouvernement (comprenez : grèves-bidons, petits débrayages, visites aux zélus, etc.). Dans cette même lettre, la fédération textile CGT convoque une réunion de toutes les sections CGT de Rhône-Poulenc Textile pour remettre tout le monde au pas et faire le silence dans les rangs.

Il faut savoir aussi que le poids de la section CGT de l'usine RPT de Roussillon est déterminant dans les décisions de la fédération CGT textile !

Cette section décide que la consultation des adhérents n'aura pas lieu !

La section CFDT consulte ses adhérents, conformément à la décision prise le 6 avril, et à plus de 95 % se prononce pour la grève avec occupation.

La CFDT étant minoritaire, cette occupation n'aura pas lieu.

La section CGT proclame : « Ce qui est déterminant, c'est la démocratie syndicale » et au nom de cel-

Au bout de 6 semaines, la direction recule et les reprend à plein temps... mais presque immédiatement, elle annonce (le 24 mars) 515 licenciements pour le 24 juin.

le-ci s'oppose aux réunions communes et aux assemblées générales des travailleurs.

Toujours au nom de la démocratie syndicale, la conception CGT de l'unité consiste à essayer d'imposer ses vues à la section CFDT.

### LE LOCK-OUT

Une grève de 4 heures était prévue le lundi 17 mai pour préparer la journée « ville morte ». La direction avait fait savoir à l'avance qu'il y aurait lock-out si cette grève avait lieu. Motifs : « de personnel est trop énervé par ces grèves pour travailler correctement, des grèves trop rapprochées mettent en danger la sécurité de l'usine ». Tout ceci est faux comme ont pu le constater les 2 000 personnes qui ont visité l'usine le 21 mai lors de l'opération portes ouvertes.

Les travailleurs refusent le lock-out, et affirment que c'est une atteinte au droit de grève et rentrent tous ensemble : le directeur et le chef de service sont absents,

les chefs d'équipe ne veulent pas donner de travail (ils ont reçu des ordres téléphoniques).

La CFDT se déclare prête pour l'occupation, mais la CGT une fois de plus s'y oppose.

Le 19 mai, sous l'impulsion de la CFDT, les travailleurs rentrent dans l'usine et harcèlent le directeur qui s'enfuit affolé en criant : « Je démissionne, ce n'est pas possible, je démissionne ».

Le 21 mai, journée portes ouvertes en liaison avec la journée « ville morte » à Roussillon, à 20 heures la direction cède devant la combativité des travailleurs et ouvre l'usine.

### L'AVENIR DE LA LUTTE

Pour la section CFDT, il faut renverser le rapport de force en faveur des travailleurs avant le 24 juin, date à laquelle les licenciements seront effectifs. Il faut donc durcir la lutte, la question c'est de savoir comment on continue après le 21 mai (journée « ville morte »). La section CFDT réfléchit à une tactique de combat, une réunion de section élargie aux sympathisants a eu lieu le 24 mai.

La CFDT a demandé les intentions d'action de la CGT, celle-ci a répondu : « On continue comme avant... (débrayages, manifs, etc.) ». Refus donc de durcir la lutte !

Pour la section CFDT un front commun de tous les travailleurs du groupe Rhône-Poulenc, principalement de RPT est indispensable pour renverser le rapport de force.

La direction a bien calculé son coup : les licenciements sont prévus pour le 24 juin, et en juillet l'usine est en vacances !

Jusqu'à présent la CFDT a maintenu l'unité d'action avec la CGT (en particulier pour ne pas tomber dans le piège de faire échouer la journée « ville morte ») mais dès que les licenciements auront lieu, on occupe !

Des travailleurs marxistes-léninistes de RPT Grenoble avec l'aide de travailleurs de RPT Péage-de-Roussillon

## Toulouse (faculté des Sciences)

# A l'UPS, pour l'emploi LES TRAVAILLEURS SE MOBILISENT

Pour les travailleurs de l'enseignement supérieur aussi, l'emploi est au cœur des luttes et des préoccupations aujourd'hui.

Selon des estimations du SGEN (cf. note\*\* -CFDT, il y a à l'heure actuelle 12 000 hors-statuts parmi le personnel des universités. S'ils occupent des fonctions différentes (techniciens, administratifs, chercheurs, enseignants...) et ont des situations diverses (contractuels, vacataires, ...), tous ces travailleurs ont une chose en commun : l'INSTABILITÉ de l'EMPLOI et la perspective d'être licenciés sans droit et du jour au lendemain au gré des patrons et du pouvoir. Sur notre faculté, environ 400 travailleurs dans cette situation ont été recensés.

Au début de l'année, 2 techniciennes arrivant à expiration du contrat à durée limitée sur lequel elles étaient embauchées, on ne leur propose pas sa reconduction. Pour la CFDT, pas de problème : c'est un licenciement, la seule forme d'embauche à l'université étant pratiquement aujourd'hui le contrat à durée déterminée.

La veille des cantonales toute la journée, une quarantaine de personnes ont harcelé le président de l'université (candidat PS aux cantonales) pour qu'il règle ces deux cas.

Des promesses de réintégration sont acquises, mais deux mois après elles ne sont toujours pas tenues.

Au cours d'une négociation avec le président (qui fait du « social » !) il a été imposé qu'une femme de ménage (2 enfants, mari au chômage) qui n'avait pas été payée depuis 3 mois soit payée sur-le-champ, que des femmes de ménage travaillant sur une annexe de la faculté aient un local pour pouvoir se changer, se laver et se reposer (jusqu'à maintenant elles étaient obligées de se changer dans les WC publics !).

Pour la réunion des patrons et de l'administration, la section SGEN a mobilisé les travailleurs en leur expliquant l'importance pour l'avenir de la lutte que les deux licenciées soient réintégrées. Le jour de la réunion, 150 travailleurs, essentiellement des techniciens, perfos, jardiniers, ouvriers, ont imposé leur présence aux patrons. Devant cette pression des travailleurs mobilisés, les patrons ont cédé et accepté la réintégration des deux licenciées en fixant des modalités pratiques pour cette réintégration. De plus, une commission paritaire (8 membres du personnel, 6 patrons, le président) est mise en place pour examiner le problème général des hors-statuts.

C'est là une première victoire qui constitue un encouragement pour les luttes

à venir. Les leçons à tirer de cette action sont que :

— pour préserver l'emploi, seule la force des travailleurs mobilisés paie, car elle fait peur aux patrons. De cela, tous les travailleurs présents ont pu se convaincre.

— les travailleurs sont prêts à se mobiliser sur le problème de l'emploi, si on leur propose des perspectives et des revendications claires. C'est ce que fait la section SGEN-CFDT qui a réussi ainsi à rallier d'autres syndicats dans l'action ou à isoler ceux qui, comme la CGT, n'ont à proposer aux masses que de les soutenir pour accéder au pouvoir. Il faut noter à ce sujet que la CGT est aujourd'hui quasi inexistante dans les faits sur la faculté et n'a d'autre alternative que : soit se rallier aux initiatives de la CFDT (tout en essayant de les freiner ou de les limiter), soit se discréditer définitivement devant les travailleurs.

La dernière action en a été un exemple : les révisionnistes dirigeant la CGT ont été complètement isolés quand ils ont proposé que soit dénoncé prioritairement et finalement exclusivement le gouvernement Giscard (sous-entendu « avec un gouvernement de gauche, ça ne se passerait pas comme ça... ») ; de même, ils n'ont pas pu imposer que l'intersyndicale décide seule des actions à mener ou des décisions à prendre sans consultation des travailleurs.

La lutte pour l'emploi sur l'UPS est en bonne voie pour passer d'une phase défensive (lutte au jour le jour contre les licenciements qui se produisent), à une phase offensive (imposer un règlement global du problème des hors-statuts sur la faculté).

Correspondant HR.

\* UPS : Université Paul Sabatier.

\*\* SGEN : Syndicat général de l'Éducation nationale, regroupant toutes les catégories de personnel de l'Éducation nationale.



## Région lyonnaise

# LES OUVRIERS DE CALUIRE-LEGUMES EN GREVE

Ceux qui achètent leurs légumes à Carrefour Ecully, Carrefour Vénissieux, Mamouth, Casino, marché gare ne connaissent certainement pas les conditions de travail et de logement que font subir les patrons de Caluire-légumes (Thiévois et Charbotel) à leurs ouvriers. Un salaire horaire à 8,72 F, 5 salariés sur 18 payés plus cher par le patron pour lui servir de gardes chiourmes, des horaires différents selon les jours et selon les ouvriers. Enfin des conditions de travail très pénibles, par tous les temps, toujours courbé à couper des salades, pas le

droit de se relever pour discuter, pas de pause casse-croûte.

Les logements : une cabane de 10 m<sup>2</sup> pour 4 personnes au milieu du gas-oil, du fumier, de l'engrais, pas de sanitaire et de surcroît 100F de location pour ces cages à lapin, retenus sur la paye sans reçu.

Cette situation est malheureusement celle de beaucoup de travailleurs agricoles très souvent inorganisés et très isolés. Depuis le 19 mai les travailleurs de Caluire-légumes sont en grève. Ce n'est qu'au bout d'une semaine que le patron ac-

cepte de discuter avec les travailleurs organisés syndicalement à la CFDT. Malgré cette entrevue la plupart des revendications restent insatisfaites. Pour briser l'isolement imposé par les journaux les travailleurs agricoles de Caluire-légumes cherchent à populariser au maximum leur lutte et à solidariser les travailleurs français et immigrés à leur lutte pour faire triompher leurs justes revendications.

Correspondant HR avec des ouvriers de Caluire-légumes.



## Blanchisserie de Grenelle

## Riposte à l'intervention des flics et des milices

Après l'intervention des flics le dimanche 30 mai qui avaient expulsé les travailleurs de la Blanchisserie de Grenelle (BG), les flics ont laissé la place aux milices patronales qui se trouvent dans l'usine. Les flics demeurent toutefois aux abords de la BG.

Lundi, les patrons pensaient que les travailleurs reprendraient le travail sans autre forme de procès. Il n'en a rien été, les travailleurs sont encore plus déterminés à la lutte, seuls quelques «jaunes» sont rentrés.

Les grévistes n'ayant pas touché de paie depuis le début d'avril, les problèmes financiers commencent à se poser et pour y faire face ils envisagent d'organiser un mouvement de soutien.

Dernière minute : le travail reprend (article demain).



Les travailleurs de la blanchisserie manifestant sur le péri-périphérique la semaine dernière (Photo HR).

## Rouen - Chantiers Normandie Dubigeon

## LA LUTTE SE POURSUIT

Sous prétexte «d'avancer dans la négociation», les révisionnistes du PCF ont fait pression, par le biais des syndicats des Chantiers de Dieppe et du Havre pour ramener la revendication uniforme de 200 à 150 F aux Chantiers de Normandie-Dubigeon de Rouen.

La base de lutte des ouvriers est celle de l'augmentation uniforme des salaires et ils restent mobilisés sur leurs revendications (Cf HR No 495 et 502), tandis que les dirigeants PCF de l'Union départementale CGT s'imposent dans les réunions avec la direction, sous prétexte qu'ils ont servi de coordinateurs entre les 3 chantiers du Havre, de Dieppe, de Rouen et à l'Inspection du Travail. Ils ont des conversations en privé avec la direction et ils passent les revendications essentielles sous le tapis vert.

Ils estiment l'accord de la direction comme acceptable alors que l'ensemble des travailleurs y compris le syndicat CGT ont rejeté cet accord qui ne représente en fait qu'une perte de leur pouvoir d'achat.

Les dirigeants révisionnistes de l'UD-CGT ont attaqué le syndicat CGT des chantiers, en les traitant d'irresponsables et d'anticipatistes parce qu'ils refusent la ligne de collaboration de classe imposée par le PCF dans la CGT. Ils s'ingèrent même dans la section CFDT en faisant pression sur l'Union régionale CFDT pour la mettre en garde contre «certains éléments» de la CGT et de la CFDT, et lui demandent de faire reprendre le travail.

Malgré le sabotage et les manœuvres, la lutte n'est pas terminée, les travailleurs en ont conscience et la popularisent activement : un soutien apporté à déjà donné près d'un million en une semaine.

Les travailleurs en lutte voient le but et les manœuvres que vise le PCF dans la CGT : en faire un instrument de collaboration de classe. Aussi la détermination de lutter des travailleurs de Normandie-Dubigeon est grande, souhaitons qu'elle se renforce encore pour assurer la victoire de leur lutte.

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS  
ACHÉTEZ TOUJOURS  
L'HUMANITÉ ROUGE  
DANS LE MEME KIOSQUE

## En passant par la cité Bassens (Marseille)

CHOMEURS  
MAIS COMBATIFS

Dans les quartiers nord de Marseille, à la cité Bassens, dont nous vous avons parlé hier, s'est donc formé un comité de locataires qui mène la lutte pour l'amélioration des conditions de logement des 290 familles immigrées qui habitent la cité, et qui se bat aussi pour que soient prises de réelles mesures de sécurité dans la cité en raison des dangers provoqués par le passage d'une voie ferrée et d'une voie express.

C'est à partir de l'expérience accumulée par ce comité de locataires et à partir de luttes contre le racisme qu'a pu se former par la suite sur la cité un comité de chômeurs.

En 1973, alors qu'ils participaient aux luttes impulsées par le comité de locataires, certains habitants, des jeunes en particulier, confrontés aux problèmes du chômage, émettaient l'idée de lancer sur la cité un comité de chômeurs. Petit à petit une enquête était menée pour voir dans quelles proportions le chômage frappait les habitants. Au début de cette année, l'enquête aboutissait aux résultats suivants.

Sur 100 «chefs de famille», 55 étaient actifs dont 11 travailleurs indépendants et 44 salariés parmi lesquels 31 % d'ouvriers hautement qualifiés (OHQ) et 69 % d'ouvriers spécialisés (OS) et de personnel de service. Parmi les 45 inactifs, 13 étaient au chômage, 15 étaient soumis au régime de la Sécurité sociale en maladie ou en invalidité, les 17 restant étant des femmes seules ou des personnes âgées. Les «chefs de famille» gagnaient en moyenne 1 700 F pour 181 heures de travail. Par rapport à 1973, le nombre d'inscrits au chômage avait doublé passant de 6 à 13 %.

Sur 100 jeunes de plus de 14 ans, garçons et filles, non mariés, 72 avaient une activité précise, 28 non. Sur 100 filles, il y avait 72 actives dont 24 avaient un emploi et 48 étaient soit à l'école, soit en formation professionnelle accélérée (FPA), soit en apprentissage. Parmi les 28 qui n'avaient pas d'activité précise, 4 étaient au chômage et 24 à la maison. Pour 100 garçons il y avait également 72 actifs dont 30 avaient un emploi et 42 étaient à l'école, en FPA, en apprentissage ou au service militaire. Parmi les 28 inactifs, la proportion était de 9,5 au chômage et 18,5 à la rue.

C'est sur la base de cette enquête qui montrait concrètement l'ampleur du chômage dans la cité — d'autant que la plupart des filles «à la maison» et des garçons «à la rue» n'y sont que parce qu'ils sont au chômage sans pour autant avoir la possibilité de s'inscrire dans une ANPE — que s'est constitué le comité de chômeurs.

Au début nous étions 4 ou 5, nous ont expliqué des membres du comité de chômeurs. Nous faisons des permanences dans le local du centre social de la cité. Dans les réunions du comité, nous discutons des initiatives à prendre et nous réfléchissons sur le chômage. Notre première difficulté a été de faire comprendre que nous n'étions pas là pour trouver du travail aux gens, et que nous refusions d'être une annexe de l'Agence nationale pour l'emploi. C'est surtout les adultes qui avaient cette idée de dépannage.

Nous nous étions fixé comme but de faire connaître leurs droits aux chômeurs, de lutter pour l'extension de ces droits et de faire comprendre aux chômeurs que ce n'était pas de leur faute s'ils étaient au chômage. Certains d'entre nous ont dû se documenter pour répondre aux questions sur les droits et maintenant ils connaissent bien.

*L'Humanité rouge : Avez-vous une plate-forme de revendications ?*

**Le comité de chômeurs :** Oui. Bus gratuit pour les chômeurs, ouverture immédiate des droits à l'indemnisation, etc., le SMIC pour tous au minimum ; allègement des quittances de gaz, d'électricité et des impôts locaux ; pas d'expulsion ni de saisies. Nous avons aussi des revendications plus spécifiques en tant que travailleurs immigrés. Par exemple, la mention «travailleur salarié» pour tous sur la carte de séjour, non aux expulsions, fermeture de la prison d'Arènes, etc.

*L'Humanité rouge : Le comité parvient-il à mobiliser les gens ?*

**Le comité de chômeurs :** Nous avons découvert que lorsque nous faisons des réunions au local, peu de gens viennent. Au contraire quand nous prenons des initiatives, les gens se mobilisent beaucoup plus : à Noël, journée portes ouvertes à Griffet, délégation à la mairie pour la gratuité des bus et de certains services municipaux, fête à la cité... Cela a été une leçon pour nous : mobiliser par des initiatives.

*L'Humanité rouge : Le comité n'est composé que de travailleurs immigrés. Comment avez-vous évité de renforcer la division avec les travailleurs français ?*

**Le comité de chômeurs :** Nous sommes sortis de notre cité. Nous avons popularisé la lutte de notre comité et expliqué ses objectifs dans d'autres cités, auprès des travailleurs de l'ANPE et des chômeurs qui vont pointer. Nous avons pris également contact avec d'autres comités de chômeurs sur Marseille et Aix-en-Provence. Et puis chacune de nos initiatives était ouverte à tous les travailleurs français et immigrés.

*L'Humanité rouge : Comment avez-vous empêché la coupure avec les travailleurs qui ont un emploi ?*

**Le comité de chômeurs :** Il y a eu les contacts avec les travailleurs de l'ANPE. Nous avons participé aux différentes opérations portes ouvertes à Griffet. Nous étions à Lip les 8 et 9 mai. Nous avons toujours établi un lien avec les différentes luttes du quartier nord.

*L'Humanité rouge : Où en est le comité aujourd'hui ?*

**Le comité de chômeurs :** Nous ne séparons plus les permanences et les réunions du comité. Nous faisons tout en une seule réunion. A nos réunions passent aussi des travailleurs qui ont des problèmes dans leurs boîtes — bulletins de salaires, licenciements, etc. —. Nous réfléchissons avec eux.

... Par ailleurs nous sommes pour une coordination des différents comités de chômeurs de la région. Nous sommes en contact avec quelques-uns. C'est une idée qui, nous l'espérons, pourra se concrétiser dans quelque temps. Dans l'immédiat, nous allons entreprendre des actions pour la gratuité des bus... Et puis notre objectif c'est de bien nous préparer pour la rentrée.

## DANZAS (12e)

3e SEMAINE DE  
GREVE ET ESSOR  
DE LA LUTTE

La direction ayant attaqué en justice une vingtaine de grévistes, le juge appelé à se prononcer sur leur expulsion de l'entreprise a reporté l'audience et nommé un médiateur chargé d'«amorcer la négociation». Ce médiateur a fabriqué un protocole qui exerçait un chantage à l'expulsion : si les grévistes cessaient l'occupation des quais et respectaient la «liberté du travail», l'audience serait encore reportée.

Le PCF a présenté comme une victoire des travailleurs cette manœuvre de la justice bourgeoise. D'abord il leur a menti sur le report de l'audience. L'Humanité écrit : «Les syndicats remportaient un premier succès : la direction est déboutée», ce qui est faux ; dans le bulletin municipal de la ville de Paris, les représentants du PCF déclarent même que les syndicats de Danzas ont «gagné le procès», alors que le jugement doit être rendu le 4 juin... Ensuite, les envoyés locaux du PCF 12e, les permanents et l'avocat CGT, membres du PCF, ont essayé de faire passer pour une nouvelle victoire le protocole assurant la «liberté du travail». Résultat : trompés par ces arguments, les grévistes cessaient momentanément d'occuper les quais, et vendredi dernier la direction envoyait des dizaines de prétendus «chauffeurs» qui ont chargé et sorti 30 remorques de marchandises dans la journée.

Voyant que la direction allait briser la grève s'ils faisaient confiance à la justice bourgeoise, les travailleurs ont décidé unanimement lundi soir de réoccuper les quais. Plusieurs grévistes déclaraient alors : «ici, la loi c'est nous». Le jour même, les communistes marxistes-léninistes du quartier avaient dénoncé par tract la justice bourgeoise et les illusions répandues par le PCF sur cette justice comme sur le reste de l'Etat bourgeois.

La réoccupation des quais a renforcé l'unité et le moral des grévistes. Un tract des sections CFDT-CGT reflète leur état d'esprit : «Cette lutte peut être longue et dure, et nous sommes décidés à remporter la victoire classe contre classe».

La solidarité avec les grévistes de Danzas s'étend. Ainsi, à Calberson-Clichy et Calberson-Mac-Donald, les travailleurs ont débrayé mardi et déposé un préavis de grève pour la semaine prochaine, avec parmi les mots d'ordre : Soutien à Danzas. Correspondant HR





## A PROPOS DU PROGRAMME TV

### Un lecteur nous écrit

L'encadré figurant dans le No 496 d'HR à propos des programmes TV tombe à pic pour moi, qui avais justement l'intention de vous adresser quelques lignes à ce sujet.

Des lignes de satisfaction et d'appui à cette initiative.

Les appréciations du correspondant «antiprogrammes TV» que vous rapportez m'incitent d'autant plus à prendre la plume.

Si débat il doit y avoir sur l'opportunité politique de cette apparition des programmes TV dans HR, ce lecteur parisien l'engage fort mal.

1) Il commet une erreur politique en se réclamant ici du principe «aller à contre-courant» : lorsqu'un journal communiste, lu par des travailleurs avancés et conscients, prend soin de faire une enquête auprès de ses lecteurs pour connaître leurs desiderata afin de mieux servir les masses et leurs luttes, en ayant plus de prise sur la réalité, peut-il décrier : les idées de nos lecteurs sont erronées, opposons-nous à elles ?

Si les lecteurs d'HR ont souhaité cette insertion de programmes TV, à moins de les tenir en bien piètre estime, c'est assurément pour des motifs autres que le besoin de se faire intoxiquer par l'idéologie bourgeoise en 819 ou 620 lignes !

N'oublions jamais qu'«aller à contre-courant» ce

n'est nullement dire «blanc» lorsque l'ensemble des masses dit noir. Au contraire, c'est s'appuyer sur la partie la plus avancée des masses (qui, bien que minoritaire, peut être largement plus que groupusculaire) pour faire progresser les couches plus arriérées.

Et ce, non par la censure, le silence gêné ou la condamnation, mais par la discussion persuasive en les prenant à leur niveau.

Alors en quoi, de toute manière, la non-publication des programmes TV par HR va-t-elle porter un coup aux «mass-media» bourgeois ?

2) Il commet une erreur de jugement tout court en comparant programmes TV et résultats (ou pronostics) du tiercé. Le tiercé est une création pure et simple des capitalistes pour gruger un peu plus le peuple et lui insuffler l'ambition des fortunes faciles autant qu'il lusoires. La TV, comme disait Vertov à propos du cinéma, a eu le malheur d'être mise au point à une époque où la bourgeoisie règne encore et s'en sert donc pour préserver ses intérêts de classe. Ce que montre cette TV, avec la force de conviction que possède l'image, représente aux yeux de millions de travailleurs de France la «culture», la «distraction». Et, en effet, qu'y a-t-il d'autre pour le prolétaire qui rentre exténué de 8 heures d'atelier et 2 heures de transport, qui

doit rester le soir pour les gosses à garder, qui ne peut mettre tous les soirs 10 F ou 15 F dans une place de cinéma (où l'on voit quoi au fait ?).

Les loisirs progressistes (films ou pièces de théâtre à contenu révolutionnaire, art prolétaire...), on ne peut pas dire que ça abonde, dans une société dominée par le capital ! (Et c'est logique).

Il ne s'agit pas de brailler comme certains anarchisants : «Cassez la télé», slogan incompréhensible par les masses et aussi négatif qu'inexplicatif. Il ne s'agit pas plus, comme les révisionnistes, de jouer les jésuites en distinguant dans les émissions TV du «positif» et du «négatif», sans révéler la nature et la fonction de la TV en régime bourgeois, de droite ou de gauche.

Il s'agit de se battre sur le terrain culturel que la bourgeoisie a encore la force de nous imposer (tout en promouvant par ailleurs l'embryon d'un art, d'une littérature et d'une culture prolétariens : chorales, associations de peintres progressistes, fanfares rouges, ciné-clubs d'éducation politique, etc.).

Il s'agit de tenir à jour une critique quotidienne et systématique de la TV, d'abord en publiant des programmes commentés (c'est fait), ensuite en critiquant après coup les émissions (ou une seule) passées la veille (c'est encore assez irrégulier), et enfin (suggestion) en traitant de temps à autre, mais sur le fond, un des aspects de l'imposture TV :

— Pourquoi les émissions débats sont-elles fondamentalement truquées (donner l'illusion de la «démocratie» par les querelles verbales les plus fausses) ?

— Pourquoi ce n'est finalement pas les informations qui sont les plus dangereuses, pour les travailleurs qui regardent la TV ?

— Pourquoi tant de feuilletons, qui se ressemblent tous, tant de «variétés»... ?

En discutant de la TV avec les camarades de travail — d'où nécessité d'être aidé par ces matériaux dans HR — on peut faire passer des tas d'idées, d'agitation comme de propagande. Quicon-

que, dans son travail militant, ne serait-ce que syndical, n'a pas saisi cela, a encore bien des progrès à faire dans ses capacités de liaison avec les masses. Répondre au voisin de chaîne qui parle du film de la veille : «Moi, ça ne m'intéresse pas, c'est de l'intox ; un point, c'est tout», c'est du dogmatisme, du sectarisme caractérisés. Et le lecteur de Paris va dans ce sens avec sa lettre de critique.

Si, quant à moi, j'ai quelques nuances à apporter à cette insertion des programmes TV, c'est pour penser :

— qu'il n'est peut-être pas indispensable de publier ces programmes «in extenso» : ce n'est vraiment pas la peine de consacrer 3 lignes de typo au commentaire d'un film US d'aventures africaines ouvertement raciste, fasciste et dépourvu de toute qualité technique, par exemple. On peut se borner à le mentionner avec un très bref commentaire de 2 ou 3 épithètes. De toute façon, on n'a que trop souvent l'occasion de caractériser ces productions hollywoodiennes pourries, et faites au mètre de pellicule.

— qu'en revanche, il faut se garder d'un certain style stéréotypé, nullement «parlant», trop vague, et qui donne l'impression qu'HR veut nous dégoûter de tourner seulement le bouton du récepteur ! Plutôt que de répéter à tout bout de champ «monde bourgeois», «sentiments réactionnaires», «poncifs bourgeois», mieux vaut ne relever qu'un des aspects de l'émission (le thème, les personnages ou la mise en scène) en montrant en quoi, effectivement, telle ou telle fonction idéologique est visée. D'ailleurs, c'est ce qui est assez bien fait pour les émissions qui ne sont pas des films.

Mais éviter des formules dans le genre : «western US, pas besoin de vous en dire plus» ou «avec ce titre, tout un programme»...

Le front culturel est un champ de bataille à part entière. Pour l'instant, la bourgeoisie y tient les plus fortes positions. Raison de plus pour ne pas décrocher !

Un lecteur.

## culturel

### Un instituteur écrit

## Il est possible de lutter contre l'enseignement bourgeois

Observons les enfants des masses populaires dans nos cours de récréation : ils échangent volontiers une photo de Revelli contre une autre de Curkovic ; ils achètent plusieurs francs, ces mêmes photos avec l'argent que leurs parents reçoivent en échange de la sueur quand ce n'est pas le sang.

Et ces petits êtres y trouvent là un réel plaisir car les médias de la bourgeoisie exercent à fond leur rôle d'intoxication et d'abrutissement idéologique.

Mais ce ne sont pas des petits imbéciles ou des petits gaspilleurs comme on veut nous le faire croire ! NON, l'enfant représente un potentiel d'une valeur inestimable. Alors ? Devons-nous baisser les bras en soupirant que pendant qu'ils échangent des photos, ils ne font rien de mal. Là encore, la réponse est négative. QUE FAIRE ? Notre rôle à ce niveau, nous enseignants, est d'essayer longuement, patiemment, inlassablement, d'éveiller leurs esprits à la vision réelle du monde capitaliste dans lequel ils vivent : en un mot, nous devons tout faire pour les DÉTROMPER. C'est possible si nous le voulons réellement : «Rien d'impossible au sein de l'univers pourvu qu'on ose escalader la cime».

L'enfant parle volontiers pendant les séances d'entretien(1), des «verts», du sport en général... Profitons-en pour remettre les choses à leur juste place. Disons-leur nettement ce qu'il en est : entre autres que ces «verts» sont pour le moins bien payés par rapport à vos pères (lesquels le leur ont déjà fait remarquer, sûrement).

Nous pouvons organiser toujours dans le cadre de ces séances d'entretien, des petits débats sur des sujets aussi variés et intéressants

que le sport, le travail des femmes dans notre société.

Dans le cadre des activités dites d'éveil (2), nous avons sûrement l'occasion d'aller «visiter» une usine avec nos enfants : ne manquons pas de le faire et de les amener prendre conscience sur place (je citerai encore le cas de deux élèves (10 ans) de ma classe formant un groupe qui a travaillé sur «les conditions de travail des ouvriers» : elles ont noté que «Certains travaux doivent être pénibles, les femmes ont chaud et travaillent avec un masque, alors ça doit les gêner». Nous avions visité une usine de céramique.

Ne laissons pas s'instaurer de rivalité entre nos enfants : tâchons de créer (et c'est possible !) un climat de classe où l'équipe de nos élèves forme un tout solide et où les termes «camarades» «prêter» «aider» sont à privilégier.

Balayons les discriminations inutiles amenées par les notes et le système répressif qui les accompagne. Naturellement on nous demande des notes et il n'est pas possible (pas toujours) de les éviter mais ce que nous devons bannir ce sont ces proclamations des résultats qui ne servent qu'à une chose : écraser toujours les plus faibles au nom d'un sacro saint «classement».

Oui, cet idéal commence dès l'école.

(1) le matin de 8 h 30 à 8 h 45, deux fois par semaine, l'enfant s'exprime en choisissant le sujet qui lui plaît. A nous de le guider vers des découvertes intéressantes.

(2) l'après-midi après la récréation, remplacent les anciennes matières histoire-géographie-sciences. Ce qui a surtout changé, c'est l'esprit dans lequel on nous demande de travailler : enquêtes, comptes-rendus, exposés... par les élèves.

### Programmes TV

VENDREDI 4 JUIN

TF1

19 H 20, 20 H et 23 H 05 : la bourgeoisie vous informe.  
20 H 30 : Au théâtre ce soir «Am stram gram». Une pièce d'André Roussin qui a été réalisée avant-guerre et qui est rejouée. Calquée sur les modèles américains des comédies de l'époque, la pièce emploie les «meilleures» armes (comique, quiproquos, bons acteurs) pour jouer son rôle qui consiste à emmener le public populaire loin de ses vrais problèmes quotidiens.

A2

19 H 20, 20 H et 22 H 45 : la bourgeoisie vous informe.  
20 H 30 : Le chirurgien de Saint-Chad. Feuilleton qui se situe dans le milieu hospitalier où les seuls problèmes semblent être la rivalité entre 2 infirmières pour savoir qui prendra le cœur d'un beau médecin ! Comme dans les romans-photos, ceci n'a pas grand-chose à voir avec la vie et la lutte dans les hôpitaux.

21 H 35 : Apostrophes. Emission de Bernard Pivot. «Les joyeux falsificateurs de l'Histoire». Deux rédacteurs du Canard Enchaîné, une de Charlie-Hebdo et un du Monde vont échanger leurs points de vue sur leurs conceptions de l'histoire qui toutes — à des degrés divers — nient le rôle déterminant des masses.

22 H 50 : Ciné-club. L'arche de M. Servadac. Film tchécoslovaque de 1970. Utilisant habilement une des spécialités du monde artistique tchèque, l'animation, ce film est un Jules Verne sauté 70. C'est un film de «fiction fantastique» produit par un pays «socialiste». En quoi cela diffère-t-il de ceux qu'on voit ici ?

**IMAGES  
DU PEUPLE CHINOIS**  
Exposition-débats  
**VENDREDI 4 JUIN 20H30**  
avec le comité AFC de Corbeil  
111, rue Feray-Corbeil

**Un livre à lire**  
**«MA PLUME  
A USERVICE DU  
PROLETARIAT»**

par l'écrivain chinois Haoran

Un livre qui concerne tous ceux qui s'intéressent de près aux questions artistiques et littéraires dans leurs principes et leurs méthodes de travail. Il concerne également tous ceux qui veulent mieux connaître ce qu'est l'idéologie prolétarienne en général et ce qui se passe en Chine populaire aujourd'hui en particulier.  
12 F. Aux librairies : Les Herbes Sauvages, Le Sel de la Terre, La Force du Livre.

**«La chine d'aujourd'hui»**  
Alfred Eibel éditeur

## CHINE : Les nouveaux développements de la Révolution culturelle (4)

# LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT DIRIGER EN TOUT

Nous avons examiné dans les trois articles précédents la cible de la Révolution culturelle et des luttes qui ont suivi depuis 10 ans en Chine : la bourgeoisie, sa nature, le terrain qui l'engendre, les « bastions » privilégiés où elle se terre, et son principal outil politique, les responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste qui ont tenté, à plusieurs reprises de faire triompher une politique capitaliste à la tête de l'État.

Après 10 années de luttes, c'est un constat d'échec pour les tenants du capitalisme en Chine ; toujours ils redressent la tête, toujours ils sont battus. Car 800 millions d'ouvriers, de paysans et de soldats chinois sont profondément attachés à la conquête révolutionnaire, car ils veulent poursuivre la révolution, car, et c'est l'autre condition indispensable, le Parti communiste chinois a su faire triompher la ligne révolutionnaire.

### LE PARTI, UNE ARME INCOMPARABLE

Exercer dans tous les domaines, la dictature du prolétariat : cela veut dire éliminer la bourgeoisie de tous ses bastions : l'école, l'art, la littérature, etc. ; cela veut dire aussi réduire le terrain qui l'engendre : il faut limiter le droit bourgeois. Pendant la période socialiste, ce n'est pas encore le communisme, on ne peut établir l'égalité absolue des salaires ni supprimer le système marchand mais on peut limiter le droit bourgeois afin de réduire le terrain de production de la « nouvelle bourgeoisie ».

### Une seule voie

Pour remplir de tels objectifs, il n'y a qu'une seule voie : faire triompher, au sein du parti, la ligne révolutionnaire contre la ligne bourgeoise, combattre celle-ci en débusquant ses représentants installés dans le Parti communiste. Autrement dit augmenter sur le plan idéologique et politique la capacité combative du parti, qui est également à cette étape de la révolution, une arme incomparable pour aller de l'avant.

« Il est indéniable qu'un certain nombre de nos camarades n'ont adhéré au Parti communiste que sur le plan de l'organisation, mais pas du point de vue idéologique. Leur conception du monde n'a toujours pas dépassé le cadre de la petite production et celui de la bourgeoisie. Ils sont pour la dictature du prolétariat à une étape donnée ou dans un domaine particulier, et se réjouissent de certaines victoires du prolétariat car ils y trouvent quelques avantages. Mais, ces avantages une fois acquis, ils estiment qu'il est temps de s'installer et d'aménager confortablement son petit chez-soi. Dictature intégrale sur la bourgeoisie ? Premier pas d'une longue marche de dix mille lis ? Très peu pour moi ! Que d'autres s'y mettent, pour moi, terminus, je descends. A ces camarades, nous donnons ce conseil : descendre à mi-chemin est dangereux ! La bourgeoisie vous fait déjà signe, vous feriez bien de rattraper le gros de nos forces et de continuer à aller de l'avant ! »

Ainsi parle Tchang Tchouen-kiao dans le texte important « De la dictature intégrale sur la bourgeoisie » dans la revue théorique du Parti communiste chinois en 1975.

### Étudier le marxisme

Pour aller de l'avant, il n'y a pas de mystère : il faut étudier le marxisme-léninisme

et s'appuyer résolument sur la classe ouvrière et les larges masses.

Étudier consciencieusement le marxisme-léninisme, c'est une directive constante du président Mao. Dès 1959, dans la lutte contre la ligne de Peng Teh-houai, il indiquait « aujourd'hui le danger principal, c'est l'empirisme ». A plusieurs reprises il a recommandé aux cadres et aux membres du Comité central l'étude « pour bien posséder le marxisme », et « conseillé expressément aux camarades de lire un peu ». C'est un point capital. Comment distinguer, derrière le langage marxiste des responsables engagés sur la voie capitaliste le vrai du faux marxisme ? Comment ne pas tomber dans le piège des « formules marxistes » si on n'étudie pas, si on ne lit pas « un peu » ? Exemple : Teng Siao-ping appelait les mesures destinées à limiter le droit bourgeois « un vent de communisation » ; il appelait les révolutionnaires des « ultra-gauches » et par ce tour de passe-

ne », de « Aujourd'hui la Chine » (No 2, mai 76) mettent en évidence les luttes menées et les méthodes employées pour que les ouvriers prennent de fait en mains la gestion des usines socialistes. Pour qu'ils les dirigent en tout. Le film de Joris Ivens « L'Usine de générateurs » donne à voir aussi cet aspect tout à fait important de la lutte de classes menée aujourd'hui en Chine.

La ligne bourgeoise en matière de gestion des usines est celle de Liou Chao-chi reprise de manière voilée par Teng Siao-ping dans son programme ; selon eux, il faut un directeur — ou un organe de gestion — ; c'est lui qui décide de l'administration et de la production, il prend l'avis des « experts » et des techniciens, décide des règlements. Un tel système ôte la direction aux ouvriers et au parti.

La ligne révolutionnaire quant à elle, s'incarne dans la « Charte de la société sidérurgique d'Anchan », qui reprend des instructions du président Mao de 1960 ; ses grands principes sont les suivants :

- mettre la politique au poste de commande ;
- assurer au parti le rôle dirigeant ;
- entreprendre des grands mouvements de masse ;



Dans cette usine textile, la production a augmenté dans le cadre du mouvement révolutionnaire grâce aux innovations techniques faites en collaboration entre jeunes et vieux ouvriers, et ouvriers, cadres et techniciens (photo Chine nouvelle).

« passe » marxiste », il a jeté la confusion masquant « un vent d'embourgeoisement ». L'étude assidue permet dans le feu de la lutte des classes et de la lutte de lignes, de distinguer le vrai marxisme du faux marxisme : voilà pourquoi elle est capitale.

Quant à la mobilisation constante de la classe ouvrière et des larges masses, c'est la méthode trouvée et expérimentée par la Révolution culturelle, d'orienter, dans les conditions du socialisme, le mouvement des masses, en partant de la base contre l'ennemi de classe et sa ligne révisionniste.

Cette mobilisation atteint son plus haut niveau dans les citadelles ouvrières, au cœur des usines où peu à peu le prolétariat devient le maître effectif.

### LA CLASSE OUVRIÈRE, MAÎTRE DES USINES

De nombreux articles de la presse venue de Chine (notamment une série dans Pékin-Information 16, 17 et 18 « Qui dirige l'usi-

ne », de « Aujourd'hui la Chine » (No 2, mai 76) mettent en évidence les luttes menées et les méthodes employées pour que les ouvriers prennent de fait en mains la gestion des usines socialistes. Pour qu'ils les dirigent en tout. Le film de Joris Ivens « L'Usine de générateurs » donne à voir aussi cet aspect tout à fait important de la lutte de classes menée aujourd'hui en Chine.

A tous les échelons se pratiquent la triple union des cadres âgés, jeunes et moins jeunes, qui permet le choix et la formation des continuateurs de la révolution parmi les jeunes communistes combattifs. C'est un acquis important de la Révolution culturelle.

C'est le parti qui dirige ces « groupes ouvriers d'étude de la théorie » (voir Aujourd'hui la Chine mai 76) ; ces groupes étudient les classiques du marxisme-léninisme, le Manifeste, l'Anti-Dühring, l'État et la révolution ; à l'aciérie No 5 de Changhaï, les ouvriers ont entrepris l'étude du Capital de Marx, non pour devenir des économistes, mais pour maîtriser les lois du capitalisme afin de mieux comprendre les effets du « droit bourgeois », de savoir le limiter pour avancer dans la révolution. Apprendre à distinguer le vrai du faux marxisme n'est pas le privilège de quelques cadres, c'est une réalité pour des centaines d'ouvriers de l'usine qui deviennent de solides garants que la Chine restera rouge.

Diriger pour le parti, ce n'est pas « être le patron », ce n'est pas « commander » ; c'est mobiliser les ouvriers, s'appuyer sur leur enthousiasme révolutionnaire en se fondant à eux. Tous les cadres — administratifs et techniques — travaillent à l'atelier de un jour par semaine à un jour sur quatre ; chaque membre de la direction de l'usine travaille régulièrement dans le même atelier, il y enquête, expérimente, synthétise les connaissances acquises dans la pratique des ouvriers, dans la révolution comme dans la production. C'est une question de principe. Les cadres du parti, les administratifs ou les techniciens sont-ils des « chefs » au-dessus des ouvriers qui donnent des ordres comme les capitalistes ou bien des dirigeants qui orientent la mobilisation et le travail de tous dans le sens des intérêts de la classe et de la révolution ? C'est en recueillant les points de vue et les connaissances acquis par les ouvriers et en les synthétisant que le parti peut orienter et diriger dans tous les domaines.

### Les ouvriers gèrent les usines

« Faire la révolution et promouvoir la production », voilà l'orientation générale qui s'oppose à la ligne de Teng Siao-ping qui mettait en avant la production selon le principe « peu importe qu'un chat soit noir ou gris du moment qu'il attrape les souris ». D'où ses propositions étendant le « droit bourgeois » : renforcement des normes, accentuation de la division du travail, etc.

A Changhaï cette orientation est critiquée largement, et beaucoup de pratiques remises en question. Ainsi, on réforme les règlements, les ouvriers apprennent à travailler sur plusieurs postes différents pour éviter une trop stricte division du travail, on développe les initiatives pour des innovations techniques en étroite collaboration des ouvriers, des cadres et des techniciens.

Ce sont quelques « nouveautés socialistes » parmi tant d'autres qui expérimentées et généralisées permettent et permettront de renforcer le pouvoir prolétarien, d'assurer en tout la direction de la classe ouvrière.

Nous examinerons dans le dernier article sa direction dans la superstructure et notamment à l'école.